

# Faire participer les pauvres : un moyen non paternaliste de combattre la pauvreté<sup>1</sup>

Katarina Pitasse Fragoso, katarina.fragoso@gmail.com, doctorante en philosophie, Université catholique de Louvain, boursière du Ministère d'Éducation Brésilien (CAPES), attachée à l'ISP - Institut Supérieur de Philosophie et à la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale.

## Résumé

Ce texte vise à défendre une approche non-conditionnelle et participative de la lutte contre la pauvreté. Pour commencer, nous prendrons en exemple le programme brésilien *Bolsa Família* pour montrer les faiblesses, à la lumière d'une conception multidimensionnelle de la pauvreté, d'un programme d'assistance conditionnelle. Un programme d'assistance non-conditionnelle tel que *GiveDirectly* au Kenya semble éviter ces difficultés. Toutefois, ce type de programme non-conditionnel peut prendre plusieurs formes, et un examen minutieux nous permet de constater que sa variante libérale se bute aux mêmes difficultés – dans une moindre mesure – que l'assistance conditionnelle. Nous présenterons donc la version participative de l'assistance inconditionnelle comme la seule alternative capable de s'attaquer légitimement aux multiples dimensions de la pauvreté.

**Mots-clés** : pauvreté ; paternalisme; conditionnalité, participation.

## Involving the poor: a non-paternalistic way of fighting poverty

### Abstract

This paper aims at defending a non-conditional and participative approach in fighting poverty. I will first take the *Bolsa Família* program in Brazil as an example to show the weaknesses of conditional assistance in the light of a multidimensional conception of poverty. An unconditional assistance program such as *GiveDirectly* in Kenya seems to avoid these difficulties. However, this type of non-conditional program can take various forms, and on closer examination it appears that the liberal version stumbles upon the same difficulties – to a lesser extent – than conditional assistance. We will thus present the participative version of unconditional assistance as the only alternative capable of legitimately tackling the multiple dimensions of poverty.

**Keywords**: poverty; paternalist; conditionality, participation.

### i) Introduction

Les gens pauvres ont besoin d'une assistance institutionnelle pour accéder à certains biens de base. Ce texte vise à défendre une politique non-conditionnelle et participative de lutte contre la pauvreté. Il s'agit d'une idée qui vise à donner aux pauvres le pouvoir de participer et d'administrer leur propre assistance, en écoutant directement leurs nécessités et préférences.

Il existe de nombreuses formes de luttres contre la pauvreté: pensions, revenu minimum garanti, salaire minimum, vouchers, revenu de base et allocations familiales. Cependant, malgré la préoccupation sociale de réduire la pauvreté, on peut examiner si et dans quelle mesure les formules de ces programmes tiendraient compte d'un concept

---

<sup>1</sup> Je remercie Amneris Chaparro, Antoine Verret-Hamelin, Danielle Zwarthoed, Hervé Pourtois, Nathália Sanglard, Pierre-Étienne Vandamme, Roberto Merrill, Samuel Barbosa et Yannick Vanderborcht pour les commentaires et lectures.

multidimensionnelle de la pauvreté. Dans cet article, on part de l'idée qu'être pauvre n'est pas qu'avoir de faibles revenus, mais c'est aussi vivre dans une situation d'oppression culturelle et politique, en incluant les questions des genres et ethniques, dans un contexte de manque d'acceptation et d'identification sociale et, pour finir, dans une vie avec des limitations personnelles<sup>2</sup>, comme l'accès à l'éducation et à la santé. Donc, il y a trois dimensions de la pauvreté : monétaire, politique et sociale. En plus, la plupart des programmes de transfert de revenu aux pauvres imposent certaines conditions de choix, sous prétexte de protection des intérêts de l'individu ou de la famille<sup>3</sup>. Dans les programmes sociaux, comme, la *Bolsa Família*, au Brésil, il y a certaines exigences comme, par exemple, les femmes enceintes qui doivent aller chez le docteur pour faire un contrôle prénatal et doivent aussi participer à des activités éducatives sur l'allaitement maternel et sur les soins généraux pour les enfants<sup>4</sup>. Au nom de la protection du bien-être des pauvres, la conditionnalité de cette politique consiste à orienter les choix de l'individu et éviter l'agir irresponsable.

De cette façon, tout d'abord, cet article emploie le concept multidimensionnel de la pauvreté et pose un regard critique sur les conditionnalités, car c'est un mécanisme qui contraint le comportement, en incluant les décisions et les choix des pauvres sur leur propre vie<sup>5</sup>, sans leur consentement, blessant, donc, leur idées de vie bonne. On part du principe que les pauvres peuvent être capables d'opérer de bons choix, c'est-à-dire avoir un comportement raisonnable, comme tout un chacun, et agir conformément à leur vision de la vie bonne.

Toutefois, cette objection n'est pas absolue, on peut quand même voir certains aspects positifs de ces politiques, comme le cas où l'on évite l'impact de mauvaises décisions des parents sur les enfants ou quand le système de protection sociale organise des services, dans certains domaines comme le système scolaire ou les soins de santé gratuits plutôt que de donner de l'argent. Cependant, ces politiques représentent-elles la manière la plus légitime de donner aux pauvres ce qui leur est dû ?

Pour développer ce débat, l'article est structuré en trois temps. Dans un premier temps, nous expliciterons la différence entre une politique conditionnelle et non conditionnelle de lutte contre la pauvreté. Cette section sera construite à partir de cas concrets, respectivement, le programme *Bolsa Família* et *GiveDirectly*. Dans un second temps, cet article examine et confronte deux versions non-conditionnelles: la version libérale et la version participative. Cette partie donnera des arguments à la troisième partie qui montrera qu'une politique non-conditionnelle et participative de lutte contre la pauvreté suppose la participation des bénéficiaires à son élaboration et à sa mise en œuvre.

---

<sup>2</sup> Cette partie a été écrite compte tenu le livre *Disadvantage*, écrit par Wolff et De-Shalit (2007).

<sup>3</sup> Pour cette position, il convient de souligner le positionnement de Guy Standing: « Old-fashioned state paternalism is popular with governments. It can infantilise citizens and demonise parts of the precariat. [...] The new buzz word is 'conditionality'. There has been a remarkable growth of conditional cash transfer schemes or CCTs (Conditional Cash Transfers). The leading examples have been in Latin America, led by the *Progresa* scheme (now *Oportunidades*) in Mexico and Brazil's *Bolsa Família*, which by 2010 was reaching over 50 million people. Seventeen Latin American countries have CCTs. The essence of these schemes is that people are given small state benefits, in form of cash, only if they behave in predetermined ways" (STANDING, 2011:139-140).

<sup>4</sup> Plus d'informations dans le ordonnance n° 251, décembre 2012, du Brésil, que réglée les conditionnements du programme *Bolsa Família*.  
[http://institucional.educacao.ba.gov.br/system/files/private/midiateca/documentos/2013/portariano25112dedezm\\_brode2012condicionalidades1](http://institucional.educacao.ba.gov.br/system/files/private/midiateca/documentos/2013/portariano25112dedezm_brode2012condicionalidades1) (accès le 15/12/2015).

<sup>5</sup> Pour compléter ce positionnement, les mots d'Ogien : « Les choix des personnes doivent être respectés autant que possible, du moins tant qu'elles ne causent pas tout de tort à autrui » (OGIEN, 2007 : 80).

## ii) Les enjeux moraux des politiques conditionnelles et non-conditionnelles de lutte contre la pauvreté

Certains pays de l'Amérique Latine ont adopté comme instrument de lutte contre la pauvreté des programmes de transfert de revenu conditionnels. Le Brésil a été l'un de ces pays, en créant, en 2004, la *Bolsa Família*. Ce programme couvre environ 55 millions de bénéficiaires et il s'agit de leur transférer régulièrement et directement de l'argent, une somme jusqu'à R\$ 300 reais, environ 80 euros, aux familles enregistrés, en variant selon le nombre des individus appartenant et du revenu de la famille.

Pour s'inscrire au programme, il ne faut pas avoir un revenu familiale de plus de R\$ 70 reais par personne et pour les familles qui ont des enfants ou des adolescents dont le revenu se ajuste entre R\$ 70 et R\$ 150 reais. En plus, pour recevoir l'argent du programme, les individus ou les familles doivent respecter des conditions qui touche, par exemple, au contrôle prénatal, à l'accompagnement nutritionnel, de la santé et de l'éducation. Tandis que l'argent vient du gouvernement fédéral, l'administration de ces conditions est de compétence locale, c'est-à-dire qu'un comité du pouvoir publique de la municipalité va contrôler les obligations des pauvres.

Il est clair que le point positif du programme *Bolsa Família* est d'avoir aidé, à court terme, plusieurs familles à sortir de la pauvreté extrême. Selon Walquiria Leão Rego et Alessandro Pinzani (2013), la *Bolsa Família* est un important outil de l'autonomie individuelle et de la citoyenneté pour les pauvres du Brésil.

Cependant, malgré ces points positifs, on peut se demander si ce programme couvre les trois dimensions de la pauvreté : monétaire, politique et sociale. Évidemment, la dimension monétaire est résolue avec le programme *Bolsa Família*. C'est un moyen pour que les familles plus vulnérables aient accès à certains biens grâce à un pouvoir d'achat supérieur. Les indicateurs de la Banque Mondiale et de l'ONU montrent que le Brésil a diminué drastiquement la pauvreté dans les dernières années grâce à l'implémentation du programme. En outre, ce mécanisme *in cash* est vu comme une forme moins paternaliste que de donner des services, *in kind*, un instrument qui par nature est limité par des services offerts pour protéger l'individu de lui-même comme, par exemple, avec les paiements en vouchers pour acheter que de la nourriture<sup>6</sup>. En outre, on peut dire que la *Bolsa Família* donne plus de motivation personnelle aux pauvres pour aller chez le docteur et envoyer les enfants à l'école.

Toutefois, c'est un mécanisme faible pour combattre les dimensions politique et sociale. Premièrement, les conditions du programme *Bolsa Família* stigmatisent ses bénéficiaires. Ceci est un moyen d'isoler et ne pas accepter socialement les pauvres, parce que les conditions ne sont pas un mécanisme égalitaire, puisque seulement les pauvres les reçoivent, tandis que d'autres familles moins vulnérables n'ont pas ces demandes. En deuxième lieu, les conditionnalités sont gérées par le gouvernement local, selon Flávio Eiró (2015 : 320), ayant comme conséquence perverse la dépendance des bénéficiaires à l'administration locale, qui userait de la *Bolsa Família* en période électorale pour leur propre

---

<sup>6</sup> Par rapport aux instruments *in kind* et *in cash*, Yannick Vanderborght affirme que le premier est soutenu par deux raisons : la protection des individus contre eux-mêmes et contre l'impact de mauvaises décisions des responsables sur ses dépendants, et la légitimité du transfert, c'est-à-dire qu'il faut donner à tous les citoyens accès à certaines nécessités de base. Le second est soutenu par un argument de justice, dans la mesure où il concède une plus grande liberté de choix aux bénéficiaires et par un argument d'efficacité, « consumer sovereignty ». Selon Vanderborght, il est possible de faire une combinaison entre les deux instruments : « the introduction of an universal benefit in cash is, of course, fully compatible with the maintenance any even reinforcement of universal benefits in kind, such as free basic education, free healthcare, or free access to public services in general » (VANDERBORGHT, 2014:219).

intérêt. Pour finir, les conditionnalités sont de type de paternaliste<sup>7</sup>, car elles visent à orienter les choix et les décisions des pauvres, sans leur consentement, en projetant l'image que les pauvres font un mauvais usage de l'argent<sup>8</sup>. Par contre, naturellement, les pauvres ne veulent pas rester dans la pauvreté et ils cherchent les alternatives pour en sortir. Corroborant ce positionnement, selon Hanlon, Barrientos et Hulme: "people with little money spend their days actively trying to find a way out poverty. It is not a lack of knowledge; they know what they need and manage their money extremely well" (HANLON; BARRIENTOS; HULME, 2010:2). Ces expériences ne permettent pas de tirer une conclusion définitive mais semblent témoigner en faveur de notre position. Donc, le programme conditionnel de transferts de revenu du Brésil serait insuffisant face à la dimension politique, ainsi qu'à l'acceptation sociale.

Il y a d'autres politiques de transfert de revenu non-conditionnelles. Elles sont basées dans le transfert de revenu aux familles vulnérables, sans les conditionnalités et les contrôles. C'est le cas du programme *GiveDirectly*, réalisé au Kenya. Cette expérience récente promue par l'ONG internationale *GiveDirectly* a distribué 1,000 dollars, c'est-à-dire un budget d'un an pour un ménage typique, aux familles pauvres et rurales du Kenya<sup>9</sup>, de 2011 jusqu'à 2013. Elle a été une politique considérée positive par les sujets impliqués, surtout, parce qu'elle ne soutient pas les stéréotypes que les pauvres utilisent l'argent d'une façon irrationnelle, pour acheter de l'alcool ou du tabac, par exemple. Le résultat de cette politique a montré que les familles pauvres, dans leur grande majorité, ont fait des bons choix et ont utilisé l'argent pour acheter de la nourriture et pour envoyer les enfants à l'école, sans la nécessité d'une interférence des gestionnaires.

Le programme *GiveDirectly* est une manière plus libre, comparé à la méthode conditionnelle, de lutter contre la pauvreté, car les bénéficiaires peuvent utiliser l'argent de différentes façons selon leurs préférences, sans un contrôle formel et, parfois, stigmatisant. Sur le plan théorique, certains auteurs défendent les transferts de revenu inconditionnel, comme Philippe Van Parijs (2004), en disant que les transferts de revenu dévoient être universels, destinant l'argent aux riches et pauvres, de façon réguliers et individuelle, à chaque citoyen.

Compte tenu des dimensions de la pauvreté, cette politique couvrirait la dimension monétaire, puisque c'est un programme de transfert de l'argent direct et régulier, la dimension

---

<sup>7</sup> Chez Jonathan Quong (2011), les actes paternalistes affectent le statut moral des individus concernées, parce que une personne ou un groupe nient que l'autre personne ou groupe ont la capacité de planifier, réviser et rationnellement poursuivre leurs propre bien. C'est pour ce raison que le paternalisme serait supposé incorrect. Ensuite, Quong spécifie deux raisons différentes pour lesquelles le paternalisme est présumable incorrect. Premièrement, les actes paternalistes considèrent les individus comme prenant un statut inférieur. Le « paternaliser » (la partie active) souvent comprend que le « paternalisée » (la partie passive) n'a pas la capacité de jugement ou la volonté pour faire bonnes choix, par contre, le « paternalisée » n'a pas cette compréhension du « paternaliser ». C'est pourquoi le paternalisme n'assure pas le statut égal entre les deux parties. Deuxièmement, tous les actes paternalistes par rapport aux adultes saines se traduisent pour un traitement stigmatisant, c'est-à-dire, comme si les gens n'avaient pas la capacité d'agir rationnellement pour poursuivre leur propre bien. Ainsi, les adultes sont considérés comme ayant le statut moral diminué (QUONG, 2011 :101).

<sup>8</sup> Par rapport aux enjeux du paternalisme et à la pauvreté, le philosophe Joseph Heath (2009) soutient que la manière la plus efficace de combattre la pauvreté sera à partir des programmes de transferts de revenus avec conditions. Les pauvres "don't just suffer from a lack of money; they also have a tendency to make extraordinarily bad choices with the money that they do have" (HEATH, 2009: 257). Pour Heath, il faut guider les pauvres à prendre les bons choix par le moyen de contraintes dans l'utilisation de l'argent et, de cette manière, éviter les conséquences catastrophiques de leurs mauvais choix, comme les dépenses excessives. Donc, le paternalisme envers les pauvres est justifié, aux yeux de Heath, même s'il est stigmatisant et parfois humiliant.

<sup>9</sup> Ces pauvres ont été identifiés par des données publiques. "We first locate extremely poor communities using publicly available data. We then send field staff door-to-door to digitally collect data on poverty and enroll recipients. We typically target those living in homes made out of organic materials, and are also assessing alternative poverty targeting methods" <https://www.givedirectly.org/operating-model.html> (accès le 01/09/2015).

de l'acceptation sociale, car c'est un instrument moins intrusif et, par conséquent, moins discriminatoire par rapport à les choix des pauvres. Toutefois, par rapport à la dimension de l'oppression politique, ce programme semble être insuffisant.

Après avoir confronté les points forts et les faibles des programmes de transferts monétaires, on peut dire que le transfert de revenu conditionnel est une forme de *paternalisme soft*, gardant en vue qu'il y a des orientations pour contrôler les décisions de l'individu pauvre par rapport à lui-même ou à sa famille et de parler à sa place. Il semble que la politique conditionnelle n'est pas une option légitime dans la lutte contre la pauvreté : le problème des programmes sociaux de transfert de revenu conditionnel est, justement, l'imposition de conditions et contreparties, qui limitent l'autonomie individuelle, la délibération des sujets impliqués, et, pour finir, le respect de soi-même.

Maintenant, on peut soutenir qu'il y a deux formes de paternalisme : le *paternalisme d'orientation* qui consiste à orienter les choix de l'individu concernant sa vie privée et le *paternalisme de la parole* qui consiste à ne pas écouter les voix des pauvres dans le débat public, à parler à leur place. C'est pourquoi, ensuite, on propose d'examiner et de confronter deux types de réponses non-paternalistes et non-conditionnelles : une possibilité est la perspective « libérale » et l'autre est « participative ». Dans la première réponse, comme expliqué précédemment, la politique de lutte contre la pauvreté implique que les prestations doivent être des moyens polyvalents neutres<sup>10</sup> par rapport aux conceptions de la vie bonne. L'argent est souvent considéré comme tel. Dans la seconde réponse, la politique de lutte contre la pauvreté implique que la nature des prestations et leurs modalités de fourniture doivent être définies à l'issue de procédures de décision participative auxquelles les bénéficiaires ont été associés.

### iii) L'approche libérale de lutte contre la pauvreté et la critique participative

Pour avancer dans la réponse non-conditionnelle, il faut mieux comprendre l'approche libérale et participative. En ce qui contemple la réponse libérale, il y a des propositions neutres, qui évitent d'orienter les choix des individus en ce qui concerne la vie privée, à travers des outils qui visent à assurer l'égalité des points de départ ou des opportunités, dans les écrits, par exemple, de Philippe Van Parijs (1995) et Bruce Ackerman et Anne Alstott (1999). Tandis que Van Parijs défend un revenu de base universel régulier (*basic income*), Ackerman et Alstott prévoient une distribution d'un montant fixe, atteignant l'âge adulte, et unique de \$80,000 (*basic capital*) pour chaque citoyen.

Selon Roberto Merrill, ces conceptions cherchent à défendre la pré-distribution des richesses en destinant aux individus les ressources matérielles de base pour une vie bonne dont il leur revient de déterminer la forme (MERRILL, 2013 : 384). On remarque que le discours libéral est dominé par les concepts prédéterminés comme l'égalité, la neutralité et le bien-être, mais semble ignorer les besoins spécifiques et la parole des pauvres. Un exemple pourrait être le cas des personnes handicapées qui demandent de l'argent au gouvernement britannique pour augmenter leur allocation mensuelle afin qu'ils puissent acheter des services sexuels. De cette manière, la proposition de justice selon la perspective libérale peut être insuffisante face aux situations locales de grandes inégalités et de pauvreté, vu qu'il manquerait un mécanisme étant capable de connecter les revendications des concepts libéraux aux réalités plurielles avec différentes demandes individuelles.

Selon Sen, les politiques libérales qui visent à défendre une conception neutre de la vie bonne par rapport à la pauvreté peuvent se transformer en injustice, car elles ne font pas assez attention aux spécificités de chaque individu. Les personnes sont différentes selon le contexte,

---

<sup>10</sup> Chez certains auteurs, comme Michael Sandel (2013), l'argent n'est pas vraiment neutre, en ce qui concerne les marchés et les échanges d'argent, que ceux-ci ne sont pas neutres car ils façonnent nos relations avec d'autres.

la culture, le sexe et les risques de tomber malade notamment. Ces variantes plurielles influencent la manière dont les ressources économiques sont converties en bien-être et liberté. Pour Sen, les politiques libérales neutres, comme celles qui se limitent à transférer de l'argent, n'observent pas les modes d'être de chaque personne, c'est-à-dire, ce qu'une personne libre est capable de réaliser (SEN, 1993). C'est pourquoi, chez Sen, le développement de la justice va dépendre du contexte naturel et social où la personne se trouve. En d'autres mots, pour combattre la pauvreté, il n'est pas suffisant de donner de l'argent, mais il faudrait regarder la capacité d'une personne à développer ou accéder à des réalisations importantes pour sa vie.

Il faut considérer, comme vu précédemment, l'idée de la pauvreté de manière multidimensionnelle : une diversité des situations et des individus<sup>11</sup>, c'est-à-dire que de faibles revenus n'est qu'une de ces multiples dimensions. Le cas illustratif décrit par Wolff et De-Shalit (2007 : 4-5) montre ces complexités, en imaginant la vie d'une femme pauvre qui habite dans une communauté patriarcale sans alternatives émancipatoires, en face des problèmes pluriels d'une structure sociale répressive. Si les politiques publiques fournissent à cette femme uniquement de l'argent, rapidement elle pourrait améliorer certains aspects de sa vie, mais les ressources monétaires distribuées sont quand même limitées et ne vont pas résoudre les problèmes par rapport à d'autres vulnérabilités sociales, comme l'oppression culturelle et politique, l'acceptation sociale et les limitations personnelles. Enfin, pour nous, il est souvent difficile de penser une politique de lutte contre la pauvreté qui vise à unifier les sujets bénéficiaires d'une façon homogène, avec les mêmes besoins.

On peut dire que les libéraux essaient d'éviter les politiques paternalistes, car, généralement, ils défendent un cadre théorique neutre vis-à-vis des différentes conceptions de la vie bonne. Les libéraux neutres, donc, évitent d'orienter les choix des individus en ce qui concerne la vie privée, mais ils ne développent pas une manière d'écouter la voix des pauvres dans le débat public. L'outil libéral neutre est souvent de donner l'argent de manière inconditionnelle pour résoudre les problèmes de la pauvreté, mais il faut dire, évidemment, que cela n'est pas le remède pour toutes les vulnérabilités<sup>12</sup>. De plus, il y a aussi les libéraux non-neutres, tels que Sen, cherchant à prendre en considération les capacités plurielles de chaque personne à transformer des ressources en bien-être. Par ailleurs, il convient d'étudier l'approche participative, un moyen pour développer une procédure qui consiste à reconnaître les pauvres comme les auteurs et sujets des politiques, en écoutant leurs demandes et besoins, sans parler à leur place.

Par rapport à l'approche participative, l'instrument de lutte contre la pauvreté doit être défini par une procédure argumentative de formation de l'opinion et de la volonté politique qui associe les personnes intéressées. Selon Philippe Warin (2011), il faudrait rendre la parole aux personnes qui vivent dans une situation de pauvreté pour comprendre leurs attentes et volontés et, à partir de cela, finalement, construire les politiques sociales. Dans ce cadre, être pauvre n'est pas seulement la privation de ressources matérielles; cela implique aussi un manque d'intégration sociale et politique. Pour Esther Duflo, les plus pauvres sont les premières personnes qui souffrent d'une mauvaise gouvernance et de la corruption. « Ils pâtissent de la médiocrité des services locaux et ne bénéficient pas de ce à quoi ils ont droit » (DUFLO, 2010 : 97). Faisant face à cette difficulté, Duflo propose une bonne gouvernance locale, parce que des participants plus actifs sont plus capables de défendre leurs propres

---

<sup>11</sup>Pour compléter ce point, selon Denis Merklen, "Le pauvre peut être un paysan minifundiste, un travailleur agricole saisonnier, un employé municipal, un habitant d'une occupation illégale, un immigré clandestine, un travailleur informel. Pauvre est un indien dans sa communauté et il le reste lorsqu'il arrive dans la ville. Le pauvre peut être un ouvrier des années cinquante et un jeune « surnuméraire » des banlieues de la fin du siècle; mais alors que le premier est intégré, le second pense qu'il n'y a pas dans ce monde une place respectable pour lui" (MERKLEN, 2009 :113).

<sup>12</sup> Comme Carole Pateman affirme "a basic income would not, for instance, provide an adequate health care, an end to racism, or violence-free neighborhoods" (PATEMAN, 2004:103).

intérêts. Par contre, parallèlement à cette défense participative, Duflo réintroduit un peu de paternalisme, quand elle dit que les pauvres ont besoin d'orientations pour faire un bon choix<sup>13</sup>.

Selon Walquiria Leão Rego et Alessandro Pinzani, la *Bolsa família*, le programme de transfert de revenus du Brésil, a établi les conditions minimales pour le développement d'une partie de l'autonomie politique des pauvres, mais les bénéficiaires qui ont été interviewés ont dit qu'ils manquaient un espace pour débattre et réfléchir sur le programme. Pour les chercheurs, il faudrait augmenter la participation des bénéficiaires du programme à partir de politiques qui les motivent à prendre la parole, comme, par exemple, la création de petits conseils pour effectuer le contrôle social du programme (REGO; PINZANI, 2013 :214-217).

Les modalités de participation des pauvres, alors, doivent tenir compte des inégalités significatives de ressources matérielles et sociales, telles que les disparités de formation politique<sup>14</sup>. A partir de ce qui a été exposé, on constate que la deuxième réponse peut être une alternative de lutte contre la pauvreté non paternaliste, car elle dispose de l'espace participative pour écouter la voix des sujets pauvres à qui les politiques sont destinées, prenant en compte les caractéristiques complexes et multidimensionnelles de la pauvreté : les intérêts sociaux et monétaire et les préférences culturelles et politiques des individus (ce dont ils ont besoin en fonction du contexte). Donc, du point de vue participatif, d'une manière différente des libéraux neutres, on donne une réponse pour combattre la pauvreté d'une façon plus attentive aux différentes réalités, libertés et besoins.

Ainsi, une politique de lutte contre la pauvreté non paternaliste et participative serait celle qui, premièrement, reconnaît les pauvres comme sujets capables de faire des bons choix et les meilleurs juges pour leur propre vie et, deuxièmement, développe une procédure de participation, prenant en compte l'instruction politique des pauvres. Dans le modèle du budget participatif de Porto Alegre<sup>15</sup>, on peut trouver une partie de ces caractéristiques. Il s'agit d'un outil de participation active des citoyens à un niveau local ou micro-local. Cela suppose une décentralisation du pouvoir, étant donné que ce sont les citoyens qui décident sur l'utilisation d'une partie du budget de la ville. À partir des réunions des assemblées de quartier, la population débat et gère l'application du budget. Ce modèle a été mis en œuvre à Porto Alegre, ville de la région sud du Brésil, et il a apporté des points positifs pour les populations pauvres qui ont obtenu une voix supplémentaire pour n'être pas seulement les sujets des politiques, mais pour en être les acteurs (BLONDIAUX, 2008 : 52-59).

Chez ATD quart monde, une organisation internationale qui s'agit de refuser la misère avec pour celui qui la vit, a proposé un projet intitulé « La voix des plus pauvres », en exploitant cinq thèmes : l'histoire, la famille, la connaissance et l'éducation, le travail et la citoyenneté. Chaque partie a une spécificité, mais tous ensemble, en gros, vise à développer des espaces où les gens pauvres puissent s'exprimer, dialoguer, apprendre et partager leurs connaissances, préoccupations et demandes. C'est aussi une forme de lutte contre la pauvreté participative puisque le projet vise à écouter les pauvres de façon non-paternaliste, en cherchant à comprendre leur point de vue sur leur propre situation.

Alors la politique de lutte contre la pauvreté plus participative et non-conditionnelle permet d'établir un échange entre l'expertise des chercheurs de la pauvreté et l'expérience de

---

<sup>13</sup>Dans les mots de Duflo: « Je souhaiterais qu'il y ait des voies qui orientent les gens sur ce qu'il faut faire » (DUFLO, 2012 :2)

<sup>14</sup> Selon les recherches empiriques de Murielle Bègue, les allocataires du revenu minimum, en Espagne et en Angleterre, comprennent les enjeux politiques comme un instrument difficile d'exprimer et, au même temps, plus proche des riches, sans une conséquence direct dans la vie des pauvres. En plus, par rapport au vote, il concerne à faire un choix et, souvent, les allocataires sont conscients d'être mal informés par la politique, tenant peur de s'exposer et 'se tromper' ou 'être tromper' par un candidat. La pauvreté peut, donc, influencé l'apathie et l'abstention pour voter, les représentations sociales et les attitudes politiques (BÈGUE, 2011 :263).

vie des pauvres ; cela augmentera la confiance des pauvres en eux-mêmes et leur éducation politique et, pour finir, assurera un espace public inclusif pour que les pauvres prennent part aux décisions visant l'éradication de la pauvreté.<sup>16</sup> Dans cas, cet outil couvre les dimensions de la pauvreté d'une façon légitime, compte tenu des questions monétaires, politique et sociale.

#### **iv) Considérations finales**

On conclut, évidemment, qu'il existe des choix réalisables pour diminuer la pauvreté d'une manière non-conditionnelle et non-paternaliste. L'un consisterait à donner aux pauvres l'argent d'une manière libre et neutre. L'autre, plus audacieux, consisterait à construire avec les pauvres les instruments appropriés pour combattre la pauvreté, avec ses choix et ses plans de vie, avec pour but de réduire les trois dimensions de la pauvreté.

Cependant, il y a des objections à cette proposition. Comment motiver les pauvres sans paternalisme ? Serait-il imaginable qu'en cours de participation, les pauvres demandent davantage de paternalisme ? Ces objections seront bien entendu également étudiées dans le cours de ma recherche.

#### **Bibliographie**

- ABHIJIT V. Banerjee; DUFLO, Esther, 2011, *Repenser la pauvreté*. Éditions du Seuil.
- ACKERMAN, Bruce; ALSTOTT, Anne, 1999, *The Stakeholder Society*, Yale University Press.
- ALKIRE, Sabine, 2002, *Valuing Freedoms: Sen's capability approach and poverty reduction*. Oxford University press.
- BÈGUE, Murielle. *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne. Humanities and Social Sciences*. Institut d'Études Politiques de Paris, 2007. French.
- BHERER, Laurence, 2011, «Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques». *Participations*, pp.105-133.
- BLONDIAUX, Loïc, 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie : Actualité de la démocratie participative*. Seuil et la république des idées.
- DUFLO, Esther, 2012, «Je voudrais changer la perspective même de l'aide aux plus pauvres » *Libération*, 6 janvier 2012. Interview accordé à Alezandra Schwartzbrod.
- DWORKIN, Gerald, 1975, « Paternalism ». In: FEINBERG, Joel; GROSS, Hyman. *Philosophy of Law*, pp.174-184.

---

<sup>16</sup> Pour plus des informations détaillées, il faut lire le projet « Participatory approaches to research on poverty » dans cet adresse : <https://www.jrf.org.uk/report/participatory-approaches-research-poverty> (accès le 15/09/2015).



- EIRÓ, Flávio, 2015, « Walquiria Leão Rego e Alessandro Pinzani. Vozes do Bolsa Família: autonomia, dinheiro e cidadania. São Paulo, Editora da Unesp, 2013». 241 pp.. *Tempo Social*, 27(1), 317-323.
- FITZPATRICK, Tony, 2011, *Social paternalism and basic income*. The policy press, University of Bristol.
- HANLON, Joseph; BARRIENTOS, Armando; HULME, David, 2010, *Just give money to the poor: The Development Revolution from the Global South*, Kumarian Press.
- HEATH, Joseph, 2009, *Economics without Illusions: debunking the myths of modern capitalism*. New York: crown business.
- MAGNI-BERTON, Raul, 2011, « Care, paternalisme et vertu dans une perspective libérale », *Raisons politiques* 4 (n° 44), pp. 139-161.
- MERKLEN, Denis, 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*. La dispute, Paris.
- MERRILL, Roberto, 2011, “Liberal ou paternalista?” (recensão crítica de Martim Avillez Figueiredo, Será que os surfistas devem ser subsidiados? Alêtheia, 2013), *Diacrítica*, vol. 27, n. 2, pp. 383-392.
- OGIEN, Ruwen, 2007, *L'éthique aujourd'hui: maximalistes et minimalistes*. Éditions Gallimard.
- PARKINSON, John, 2004, *Why deliberate? The encounter between deliberation and new public managers*. . Blackwell. vol. 82 n°2, pp.377-395.
- PINZANI, Alessandro; REGO, Walquiria, 2013,. *Vozes do bolsa família: autônoma, dinheiro e cidadania*. UNESP.
- QUONG, Jonathan, 2011, *Liberalism without perfection*. Oxford University Press.
- RAWLS, John, 2008, *Uma Teoria da Justiça*. 3ª edição. Martins Fontes.
- \_\_\_\_\_, 2001, *Justice as Fairness: a Restatement*. Harvard Univ. Press.
- SANDEL, Michael, 2013, *What Money Can't Buy: The Limits of Markets*, Penguin.
- SEN, Amartya, 2003, *Un nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*. Éditions Odile Jacob.
- \_\_\_\_\_, 1985a, « Well-Being, Agency, and Freedom ». *The journal of Philosophy*, vol. LXXXII, n°4, pp. 169-221.
- \_\_\_\_\_, 1985b, *Commodities and Capabilities*. North Holland.
- \_\_\_\_\_, 1980, “Equality of what: Welfare, Resources, or Capabilities. In: MCMURRIN, S. (org.). *The Tanner Lectures on Human Values*. Cambridge University Press.
- \_\_\_\_\_, 1993, « O desenvolvimento como expansão de capacidades ». *Lua nova* n°28-29, pp.313-334.

- STANDING, Guy, 2011, *The precariat: the new dangerous class*. Bloomsbury Publishing.
- SHAPIRO, Jeremy; HAUSHOFER, Johannes, 2013, *Policy Brief: Impacts of Unconditional CashTransfers*. In: [http://www.princeton.edu/~joha/publications/Haushofer\\_Shapiro\\_Policy\\_Brief\\_2013.pdf](http://www.princeton.edu/~joha/publications/Haushofer_Shapiro_Policy_Brief_2013.pdf). Accédé en 18.06.2015.
- SHIFFRIN, Seana Valentine, 2000, « Paternalism, unconscionability doctrine and accommodation ». *Philosophy & Public affairs*, pp. 205-250.
- PATEMAN, Carole, 2004, « Democratizing citizenship: some advantages of a basic income ». *Politics & society*. 32, n°1. pp.89-105.
- WOLFF, J.; DE-SHALIT, A., 2007, *Disadvantage*. Oxford University Press, Oxford.
- VAN DERBORGHT, Yannick, 2014, «The tensions of Welfare State Reform and the Potential of a Universal Basic Income ». In: DERMINE, Elise and DUMONT, Daniel (orgs). *Activation policies for the unemployed the right to work and the duty to work*. Brussels: P.I.E. Pieter Lang, pp.209-222.
- VAN PARIJS, Philippe, 1995, *Real Freedom for All: What (if Anything) Can Justify Capitalism?* Oxford University Press.
- \_\_\_\_\_, 2004, « Basic Income: a simple and powerful idea for the twenty-first century », *Politics and Society*, 32(1), pp. 7-39.
- WARIN, Philippe, 1999, «Les ressortissants dans les analyses des politiques publiques ». *Revue française de science politique*, 49<sup>e</sup> année, n °1, pp. 103-121.
- \_\_\_\_\_, 2011, «La participation citoyenne dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale questionnée par le non-recours à l'offre publique », *Télescope*, vol 17, n°1, pp. 116-134.